



Bâtir un Canada fort et résilient

Mémoire prébudgétaire soumis au
ministère des Finances

Mars 2025



COLLÈGES &
INSTITUTS
CANADA

COLLEGES &
INSTITUTES
CANADA



COLLÈGES &
INSTITUTS
CANADA

COLLEGES &
INSTITUTES
CANADA

CICan est le porte-parole national et international du plus grand réseau d'établissements postsecondaires au Canada. L'association défend les intérêts, accroît les capacités et fait avancer le savoir afin de renforcer les collèges, cégeps et instituts publics du pays. Étant donné que plus de **95%** des Canadiens et des Canadiennes habitent à moins de **50 km** d'un établissement membre de CIGan, et grâce à la vaste portée de son réseau autour du monde, l'association contribue concrètement au développement de communautés à toute épreuve, autant à l'échelle nationale qu'internationale.

Nous reconnaissons respectueusement que les bureaux de CIGan à Ottawa sont situés sur les territoires traditionnels et non cédés de la nation algonquine Anishinaabe.

Collèges et instituts Canada

1, rue Rideau, suite 701
Ottawa (Ontario) Canada
K1N 8S7
613-746-2222

collegesinstituts.ca

Bâtir un Canada fort et résilient

Mémoire prébudgétaire soumis au
ministère des Finances

INTRODUCTION	1
1. Surmonter les perturbations économiques directes	3
2. Bâtir l'avenir du Canada	6
3. Forger de nouveaux marchés au niveau national et international	8
CONCLUSION	10

Introduction

Le Canada traverse une période de profonde incertitude économique, marquée par des dynamiques commerciales mondiales changeantes, des perturbations du marché du travail et des défis intérieurs pressants.

.....



L'imposition d'importants droits de douane américains sur les importations canadiennes, associée à la menace imminente de droits de douane supplémentaires à l'avenir, a encore exacerbé cette instabilité, créant une déstabilisation économique et soulignant la nécessité urgente pour le Canada de se réorienter et de renforcer sa résilience économique et sa productivité. Cette crise présente des défis cruciaux qui doivent être relevés pour préserver l'avenir économique du Canada. Collèges et instituts Canada (CICan), le porte-parole de **135** collèges publics canadiens, voit trois domaines distincts où son réseau pancanadien de collèges et instituts publics est idéalement placé pour apporter son aide :

- 1. Surmonter les perturbations économiques directes :** Les droits de douane américains alimentent l'incertitude économique et menacent de pertes d'emplois immédiates, en particulier dans les secteurs qui dépendent fortement du commerce transfrontalier. Si des programmes tels que l'assurance-emploi (Æ) peuvent apporter une aide à court terme, un plan global est nécessaire pour recycler les travailleuses et travailleurs licenciés, aider les entreprises canadiennes à s'orienter vers de nouveaux marchés ainsi que pour exploiter le potentiel des étudiantes et étudiants qui entrent sur le marché du travail.
- 2. Bâtir l'avenir du Canada :** Pour garantir tant le présent que l'avenir économiques du Canada, nous devons investir d'urgence dans des projets d'infrastructure essentiels (tels que les pipelines, les installations portuaires et les corridors de transport) et ce, afin de diversifier les échanges, de réduire la dépendance à l'égard des États-Unis et d'accéder à de nouveaux marchés mondiaux. Dans le même temps, nous devons nous attaquer à la grave crise du logement, qui est exacerbée par la pénurie de travailleuses et travailleurs qualifiés. Ces deux défis nécessitent une main-d'œuvre qualifiée capable de concevoir, de construire, d'entretenir et d'exploiter des infrastructures et des projets énergétiques durables et de pointe, ainsi que de construire des logements au rythme nécessaire pour répondre à la demande. Il est essentiel d'accroître les capacités de formation dans les métiers de la construction et les domaines connexes, non seulement pour construire plus de logements, mieux et plus vite, mais aussi pour garantir que le Canada dispose de la main-d'œuvre nécessaire pour répondre à ces priorités essentielles. Ainsi, les défis du Canada en matière d'infrastructure et de logement sont profondément liés, ce qui nécessite de mettre l'accent à la fois sur les investissements et sur le développement de la main-d'œuvre.
- 3. Se créer de nouveaux marchés au niveau national et international :** Le Canada doit rechercher activement des possibilités de se créer de nouveaux marchés, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays. Il s'agit notamment de tirer parti des partenariats internationaux pour élargir l'accès aux marchés mondiaux prioritaires et de s'attaquer aux obstacles tels que la reconnaissance des titres de compétences pour garantir la compétitivité des travailleuses et travailleurs du Canada et de ses entreprises.

Les collèges, instituts, cégeps et écoles polytechniques publics du Canada sont particulièrement bien placés pour relever ces défis. Étant donné que **95%** des Canadiens et **86%** des autochtones vivent à moins de **50 km** d'un campus, nos membres ont une portée inégalée, en particulier dans les collectivités rurales, éloignées et à forte intensité de ressources où les pénuries de main-d'œuvre qualifiée sont les plus aiguës et où les populations vieillissent. Grâce à la formation professionnelle, à la recherche appliquée au sein d'installations de pointe et aux partenariats communautaires, les collèges et instituts aident les entreprises locales à se conformer aux nouvelles réalités, à adopter de nouvelles technologies, à augmenter leur production et à saisir les débouchés offerts par les marchés émergents.

L'un des principaux atouts des collèges et instituts du Canada est leur capacité à proposer des programmes de formation accélérés en collaboration avec l'industrie, ce qui permet aux travailleuses et travailleurs d'acquérir rapidement les compétences nécessaires pour combler les lacunes critiques du marché du travail. Cette souplesse en fait des partenaires essentiels pour relever les défis économiques immédiats et à long terme du Canada.

Le présent mémoire offre des solutions ciblées pour relever ces défis, en tirant parti de l'expertise et de l'infrastructure des collèges et instituts du Canada pour bâtir une économie plus forte et plus résiliente.



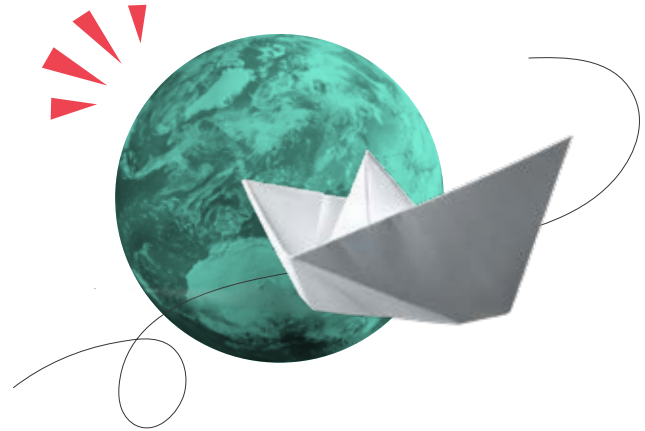
1. Surmonter les perturbations économiques directes

Problème

L'imposition de droits de douane américains menace déjà de faire disparaître des emplois et crée une incertitude économique, ce qui nécessite des mesures immédiates de recyclage et de soutien aux travailleuses et travailleurs licenciés, aux entreprises et aux étudiants.

Les travailleuses et travailleurs licenciés dans les industries tributaires des échanges commerciaux doivent avoir accès à des possibilités de recyclage rapide afin de pouvoir assumer de nouvelles fonctions, tandis que les entreprises (et en particulier les petites et moyennes entreprises canadiennes dans les chaînes d'approvisionnement fortement intégrées entre le Canada et les États-Unis) doivent ajuster leurs modèles d'affaires, leurs produits et leurs procédés afin de s'adapter aux nouvelles réalités économiques. Il est essentiel pour notre résilience économique de veiller à ce que les entreprises locales puissent se réorienter et s'adapter.

Les collèges et instituts sont idéalement placés pour appuyer cette transition. Ils peuvent rapidement répondre aux besoins des travailleuses et travailleurs licenciés en leur proposant des formations ciblées à court et à long terme, hybrides et en ligne, afin de les aider à accéder à de nouvelles opportunités en temps réel. Leur offre de programmes est directement influencée par les organismes consultatifs de l'industrie locale afin de répondre aux besoins en constante évolution des entreprises. Le système est également doté des outils et de l'expertise nécessaires pour évaluer et reconnaître la formation et les acquis antérieurs (qu'il s'agisse de diplômes internationaux ou d'une formation militaire), ainsi que



pour les faire reconnaître et les cumuler sous la forme de nouveaux diplômes. Mais surtout, les apprenantes et apprenants qui fréquentent les collèges et instituts sont créatifs, pleins de ressources et orientés vers les résultats. C'est précisément de ces personnes dont le pays a besoin en temps de crise.

Le réseau canadien des collèges et instituts peut également atténuer les risques liés à l'adoption des technologies par les PME canadiennes en aidant les partenaires industriels à concevoir, tester, prototyper, construire et déployer rapidement des technologies, des produits, des procédés et des services nouveaux et améliorés, ce qui permet aux entreprises d'adapter leurs modèles et de s'orienter vers de nouveaux marchés. Les collèges et instituts ont déjà prouvé leur capacité à mener des activités de recherches en partenariat avec l'industrie, axées sur les problèmes et fonctionnant au rythme des affaires. Rien qu'en 2021-2022, notre secteur a collaboré avec près de **9 000** partenaires, dont **62%** de PME, sur plus de **8 000** projets de recherche appliquée. Cela a donné lieu à près de **6 500** nouveaux produits, prototypes, procédés et services dans des domaines tels que la construction de logements et la fabrication de pointe, l'agriculture et la production alimentaire intelligentes face au climat, ainsi que l'innovation sociale. La propriété intellectuelle générée par les partenariats de recherche appliquée des collèges reste entre les mains des entreprises et des partenaires industriels canadiens. Cela permet de garantir que la création de richesse reste au Canada et que la population canadienne bénéficie de cette recherche innovante.

Les étudiantes et étudiants sont encouragés à soutenir les PME dans leur analyse du marché et de la chaîne d'approvisionnement et à aider les entreprises à intégrer des outils tels que l'intelligence artificielle (IA) dans leurs flux de travail lorsqu'elles sont en processus d'adaptation.

Les collèges se sont mobilisés pendant la pandémie de COVID-19 pour aider les Canadiennes et Canadiens, les collectivités locales et les entreprises à s'adapter à une crise sans précédent, et ils sont prêts à les soutenir à nouveau dans la tempête actuelle.

Solutions



Soutenir les travailleuses et travailleurs en milieu de carrière désireux d'une reconversion à temps plein en :

- **Créant un volet d'aide «Saut de carrière» pour les étudiantes et étudiants** : fournir le montant maximum d'aide étudiante, sous forme de prêts et de bourses, aux travailleuses et travailleurs en milieu de carrière (ayant terminé leurs études secondaires depuis plus de **10** ans) souhaitant bénéficier d'une année de recyclage à temps plein

pour faciliter la transition vers des domaines à forte demande. Cela aidera les travailleuses et travailleurs licenciés à réintégrer rapidement le marché du travail avec les compétences nécessaires pour saisir les débouchés émergents dans des secteurs d'importance nationale cruciale.



Soutenir l'innovation des entreprises et aider les entreprises canadiennes à s'orienter vers de nouveaux débouchés en :

- **Créant des bons à l'innovation pour les PME** : permettre aux PME d'accéder à l'expertise en recherche appliquée des collèges et instituts pour concevoir de nouveaux produits et procédés et s'orienter vers de nouveaux marchés grâce à des bons à l'innovation soutenus par le gouvernement fédéral. Ces bons permettront aux PME d'investir dans des activités de recherche et de développement cruciales et de les soutenir, à un moment où elles manquent de liquidités et autrement ne pourraient peut-être pas se permettre de tels investissements.
- **Relançant les subventions du PRAT** : aider les PME à adopter des solutions innovantes grâce au partenariat en recherche appliquée et en technologie (PRAT), qui s'est avéré très efficace pendant la pandémie de COVID-19 en permettant

aux PME d'accéder à l'innovation et de s'approprier les nouvelles technologies. Ce programme permet aux centres de recherche appliquée des collèges d'accepter rapidement de nouveaux clients et garantit que l'expertise est prête à répondre à l'évolution rapide des besoins des partenaires en affaires locales.

- **Garantissant la capacité des collèges et instituts à soutenir la recherche et le développement dans les entreprises** : pour que le système de recherche appliquée des collèges puisse continuer à soutenir l'innovation des entreprises, les investissements réalisés dans le Programme d'innovation dans les collèges et la communauté (PICC) dans le budget 2023 devraient être rendus permanents au lieu d'expirer en 2026.



Tirer parti des étudiantes et étudiants canadiens pour répondre aux besoins urgents des entreprises en :

- **Relançant un Programme de stages pratiques pour étudiants (PSPE) élargi** : permettre aux établissements d'enseignement postsecondaire d'accueillir des stages qui aident les PME à accéder à leurs talents et expertise, tout en offrant aux étudiantes et étudiants une expérience professionnelle enrichissante.

Les stages sont axés sur le soutien aux PME canadiennes qui s'efforcent d'identifier de nouveaux marchés et d'adopter de nouvelles technologies telles que l'IA, tout en offrant aux apprenantes et apprenants une expérience professionnelle valorisante.

2. Bâtir l'avenir du Canada

Problème

La sécurité économique du Canada est confrontée à deux défis interdépendants qui requièrent une action urgente. À savoir, diversifier les échanges commerciaux pour réduire la dépendance vis-à-vis des États-Unis et remédier à la grave pénurie de logements. Ces deux problèmes sont exacerbés par le manque de gens de métiers qualifiés, ce qui souligne la nécessité d'une approche stratégique et coordonnée du développement de la main-d'œuvre et des investissements dans les infrastructures.



Pour s'assurer de nouveaux marchés mondiaux et renforcer la résilience économique à long terme, le Canada doit investir dans des projets d'infrastructure nationale essentiels tels que les pipelines, les installations portuaires et les corridors de transport. Ces projets nécessitent une main-d'œuvre qualifiée pour les concevoir, les construire, les exploiter et les entretenir. Cependant, l'infrastructure commerciale du Canada, dont les ports, les chemins de fer et les pipelines, a besoin d'être considérablement modernisée et agrandie pour pouvoir desservir de nouveaux marchés internationaux.

Par exemple, la demande mondiale de minéraux essentiels devrait doubler d'ici 2040, en raison de la transition vers des énergies propres et de la nécessité de disposer de technologies de pointe. Avec des minéraux essentiels en abondance et l'expertise nécessaire pour développer l'exploitation minière, la transformation, la fabrication et le recyclage, le Canada peut jouer un rôle de premier plan dans ce secteur.

Toutefois, pour tirer pleinement parti de ce potentiel, nous devons mettre en œuvre une innovation qui soit réglementée et investir dans les infrastructures et la main-d'œuvre qualifiée, y compris les jeunes des collectivités autochtones, nécessaires au développement d'une chaîne de valeur globale pour les minéraux essentiels. Cela créera de bons emplois, renforcera la sécurité énergétique, réduira la dépendance des pays partenaires à l'égard des importations en provenance de gouvernements autoritaires et contribuera à la résilience de l'avenir économique.

De même, le secteur énergétique du Canada, pierre angulaire de l'économie, est vulnérable en raison de sa forte dépendance à l'égard des États-Unis, qui constituent son principal marché d'exportation. Actuellement, le Canada ne raffine qu'environ **25 à 30%** de ses produits énergétiques sur son territoire, et exporte le reste en raison de l'insuffisance des infrastructures de raffinage et de traitement.

En investissant dans la capacité de raffinage nationale, en accroissant la production d'énergie renouvelable et en diversifiant les marchés d'exportation, le Canada peut renforcer la résilience du secteur et créer de nouvelles opportunités de croissance.

Parallèlement à cela, la crise du logement au Canada représente l'un des plus grands défis sociaux et économiques du pays. La pandémie et les taux

d'intérêt élevés ont ralenti la construction de logements, exacerbant ainsi la pénurie en la matière. Pour construire plus de maisons, mieux et plus vite, le Canada doit rapidement augmenter la capacité de formation dans les métiers de la construction et les domaines connexes. Les collèges et instituts sont particulièrement bien placés pour développer et former la main-d'œuvre nécessaire pour répondre à cette demande.

Solutions



Veiller à ce que le Canada dispose de la main-d'œuvre résiliente hautement qualifiée dont il a besoin en :

- **Mettant en place des programmes courts et des microcertifications** : investir dans des programmes de réponse rapide axés sur les compétences les plus demandées pour les projets d'infrastructure et la construction de logements, telles que l'ingénierie, la gestion de projet et les techniques de construction avancées. Ces programmes permettront aux travailleuses et travailleurs d'acquérir rapidement les compétences nécessaires pour contribuer à des projets de grande envergure.
- **Soutenant les apprentis avec des guides d'orientation régionaux** : concevoir des programmes pour aider les apprenantes et apprenants à s'y retrouver dans les systèmes d'apprentissage et aider les employeurs à trouver des talents dans les métiers spécialisés, en particulier dans les collectivités rurales et éloignées. Ces guides d'orientation accompagneraient les apprentis jusqu'à la fin de leur formation et les mettraient en relation avec des employeurs, ce qui permettrait de remédier efficacement aux pénuries de main-d'œuvre et de stimuler les taux d'achèvement. En intégrant des initiatives de mobilité interprovinciale, telles que la reconnaissance simplifiée des diplômes et les possibilités d'apprentissage transfrontalier, ces programmes permettraient également aux apprentis de se déplacer aisément d'une province à l'autre, en veillant à ce qu'elles et ils puissent accéder à de la formation et à un emploi là où le besoin s'en fait le plus sentir.
- **Réalisant une vérification nationale des capacités de formation essentielles** : identifier les lacunes en matière de programmes et d'installations pour les professions stratégiquement vitales, telles que les métiers de la construction et les professions dans le domaine de l'énergie et des transports. Cette vérification fournira une feuille de route pour des investissements ciblés dans les infrastructures de formation essentielles.
- **Concevant des tableaux de stratégie industrielle spécifiques aux secteurs** : créer des tableaux pour les secteurs clés d'importance nationale critique – tels que les minéraux essentiels, l'énergie nucléaire et le logement – afin de faire cadrer stratégiquement les efforts des gouvernements fédéral et provinciaux, de l'industrie et de l'enseignement postsecondaire. Ces tableaux garantiront que les besoins en main-d'œuvre soient satisfaits en alignant les investissements dans la capacité de formation de la main-d'œuvre sur les besoins de l'industrie et de l'infrastructure, ainsi que sur les aides au développement économique.

3. Forger de nouveaux marchés au niveau national et international

Problème

Confronté à un accès incertain à son plus grand marché commercial, le Canada doit désormais chercher des solutions tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de ses frontières. La diversification est un impératif national.

Tous les niveaux de gouvernement et du monde des affaires savent que l'amélioration des conditions du commerce intérieur est une priorité qui n'a que trop tardé. Nous saluons les nouvelles mesures urgentes prises par les premières et premiers ministres. Cet effort va au-delà de la réglementation et inclut un rôle pour le secteur postsecondaire. L'absence d'un cadre pancanadien cohérent pour la reconnaissance mutuelle des diplômes et le transfert des crédits crée des obstacles importants à la mobilité interprovinciale et internationale de la main-d'œuvre. En l'absence d'un système unifié, les étudiantes et étudiants éprouvent des difficultés à transférer les crédits et les diplômes d'une province à l'autre, ce qui entraîne des pertes de possibilités d'apprentissage et des inefficacités dans le développement de la main-d'œuvre.

La capacité du Canada à diversifier ses relations commerciales et à réduire sa dépendance à l'égard des États-Unis dépend d'une main-d'œuvre qualifiée et mobile. Cependant, la mosaïque actuelle de systèmes provinciaux et territoriaux de reconnaissance des diplômes entrave la circulation des travailleuses et travailleurs entre les juridictions. Par exemple, les apprentis et les étudiants rencontrent souvent des difficultés pour transférer des crédits ou des certifications lorsqu'elles et ils se déplacent d'une province à l'autre, ce qui entraîne une duplication de la formation et une perte de productivité. De même, les professionnels formés à l'étranger ont du mal à faire reconnaître leurs qualifications, ce qui limite



leur capacité à contribuer rapidement à l'économie canadienne.

L'absence d'un cadre national compromet également la capacité du Canada à être compétitif au niveau mondial. Alors que d'autres pays, comme ceux de l'Union européenne, mettent en place de solides systèmes de reconnaissance des diplômes, comme le Système européen de transfert et d'accumulation de crédits (ECTS), le Canada risque d'être à la traîne pour ce qui est d'attirer et de retenir les travailleuses et travailleurs qualifiés. Sans une approche coordonnée, le Canada aura du mal à répondre aux exigences des secteurs émergents, tels que les minéraux essentiels et les énergies renouvelables, qui nécessitent une main-d'œuvre très mobile et adaptable.

Au-delà de nos frontières, nous devons maintenant doubler le nombre de nos partenaires à l'Est et à l'Ouest. Le développement de nouveaux débouchés commerciaux repose sur l'exploitation d'avantages concurrentiels : nos accords formels de libre-échange et nos nouvelles stratégies régionales dans l'Indopacifique et en Afrique, nos relations et plateformes non gouvernementales existantes et notre population. Les liens internationaux profonds que les collèges et instituts du Canada entretiennent dans plus de **50** pays, en particulier dans la région indopacifique, en Afrique du Nord et en Amérique latine, constituent un atout stratégique dont il faut tirer parti.

Solutions



Aider à la mobilité de la main-d'œuvre en :

- **Développant une approche pancanadienne de la reconnaissance des diplômes** : mettre en place un groupe de travail national, dirigé par le Conseil des ministres de l'Éducation du Canada (CMEC), pour permettre aux travailleuses et travailleurs de se déplacer aisément d'une province à l'autre et d'un secteur à l'autre. Cela permet non seulement de réduire les coûts pour les étudiantes et étudiants, mais aussi de lever les obstacles à la mobilité de la main-d'œuvre afin que les travailleuses et travailleurs puissent occuper les postes les plus en demande.
- **Travaillant avec les provinces pour instaurer des garanties de transfert de crédits pour les étudiantes et étudiants** : aider les étudiantes et étudiants à trouver ce qui leur convient le mieux en collaborant avec les provinces, par l'intermédiaire du CMEC,

à la mise en place d'un cadre national de reconnaissance des crédits qui garantirait que tous les établissements reconnaissent les crédits des cours de première et de deuxième année des autres établissements. En se concentrant sur les crédits des deux premières années d'études, où la normalisation est la plus poussée, cette initiative offrirait aux étudiantes et étudiants une certaine flexibilité quant à l'endroit où les études sont commencées et, surtout, leur permettrait d'économiser de l'argent et du temps en cas de changement d'établissement. Des initiatives régionales prometteuses, telles que l'Authentic Curriculum Evaluation dans le Canada atlantique, pourraient être transposées à l'échelle nationale pour atteindre cet objectif.



Exploiter les plateformes et les partenariats stratégiques de l'enseignement postsecondaire pour renforcer les objectifs en matière de commerce et d'exportation et ouvrir l'accès à de nouveaux marchés en :

- **Tirant parti des partenariats des collègues canadiens** : capitaliser sur les partenariats internationaux pour offrir un enseignement et une formation techniques et professionnels de haute qualité, ainsi que sur la recherche appliquée et l'innovation dans des pays clés comme la Tunisie, l'Égypte, le Sénégal, le Kenya, l'Afrique du Sud, la Mongolie, le Vietnam et le Brésil pour aider le réseau des délégués commerciaux du Canada et les entreprises canadiennes à impliquer nos partenaires locaux participants de l'industrie, de la collectivité et du gouvernement et à identifier de nouveaux marchés et débouchés commerciaux.
- **Veillant à ce que les étudiantes et étudiants aient accès à des expériences professionnelles internationales sur les marchés prioritaires** : adapter les programmes de mobilité sortante et les bourses existants de sorte que le Canada puisse utiliser l'infrastructure existante pour promouvoir à l'étranger des possibilités d'apprentissage intégrées au travail et axées sur le commerce.

Conclusion

Les droits de douane américains et l'incertitude économique qui en découle posent d'importants défis au Canada. Cependant, cette situation offre également la possibilité de réimaginer notre économie et de bâtir des fondations plus solides et plus résistantes.

Les collèges et instituts publics du Canada se mobilisent déjà pour soutenir cette vision par des actions concrètes. Avec ses racines communautaires profondes, ses installations de pointe et son expertise en matière de recherche appliquée et de formation professionnelle, notre secteur est particulièrement bien placé pour aider le Canada à traverser cette crise et à en sortir plus fort.



Nous invitons le gouvernement à donner suite à ces recommandations afin de garantir un avenir prospère et résilient pour toute la population canadienne.



COLLÈGES &
INSTITUTS
CANADA

Établissements membres au Canada

Plus de **95%** de tous les
Canadiennes et Canadiens
habitent à moins de **50 km**
d'un établissement collégial.



Le **réseau des collèges et instituts** forme des étudiantes et
des étudiants dans des **communautés urbaines, rurales, nordiques**
et éloignées de partout au Canada grâce à environ **700 campus**
et centres de formation.

Établissements membres au Canada



Yukon

- Yukon University

Territoires du Nord-Ouest

- Aurora College
- Collège Nordique Francophone*

Nunavut

- Nunavut Arctic College

Colombie-Britannique

- British Columbia Institute of Technology (BCIT)
- Camosun College
- Capilano University
- Coast Mountain College
- Collège Éducentre*
- College of New Caledonia
- College of the Rockies
- Columbia College
- Douglas College
- Justice Institute of British Columbia
- Kwantlen Polytechnic University
- Langara College
- Native Education College**
- Nicola Valley Institute of Technology (NVIT) **
- North Island College
- Northern Lights College
- Okanagan College
- Selkirk College
- Thompson Rivers University
- University of the Fraser Valley
- Vancouver Community College

Alberta

- Bow Valley College
- Centre collégial de l'Alberta*
- Keyano College
- Lakeland College
- Lethbridge Polytechnic
- Medicine Hat College
- NorQuest College
- Northern Alberta Institute of Technology (NAIT)
- Northern Lakes College
- Northwestern Polytechnic
- Olds College of Agriculture & Technology
- Portage College
- Red Crow Community College**
- Red Deer College
- SAIT

Saskatchewan

- Carlton Trail College
- Collège Mathieu*
- Dumont Technical Institute**
- Great Plains College
- North West College
- Northlands College
- Saskatchewan Indian Institute of Technologies**
- Saskatchewan Polytechnic
- Southeast College
- Suncrest College

Manitoba

- Assiniboine College
- École technique et professionnelle, Université de Saint-Boniface*
- Red River College Polytechnic
- University College of the North
- Manitoba Institute of Trades and Technology

Ontario

- Algonquin College
- Cambrian College
- Canadore College
- Centennial College
- Collège Boréal*
- Conestoga College Institute of Technology and Advanced Learning
- Confederation College
- Durham College
- Fanshawe College
- Fleming College
- George Brown College
- Georgian College
- Humber Polytechnic
- Kenjgewin Teg Educational Institute (or KTEI)**
- La Cité*
- Lambton College
- Loyalist College
- The Michener Institute of Education at UHN
- Mohawk College
- Niagara College
- Northern College
- Oshki-Wenjack**
- Sault College
- Seneca Polytechnic
- Sheridan College
- Six Nations Polytechnic**
- St. Clair College
- St. Lawrence College

Québec

- Cégep André-Laurendeau*
- Cégep de Baie-Comeau**
- Cégep de Chicoutimi*
- Cégep de Jonquières*
- Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue*
- Cégep de la Gaspésie et des Îles*
- Cégep de Lanaudière*
- Cégep de l'Outaouais*
- Cégep de Matane*
- Cégep de Rimouski*
- Cégep de Rosemont*
- Cégep de Saint-Félicien*
- Cégep de Saint-Jérôme*
- Cégep de Saint-Laurent*
- Cégep de Sept-Îles*
- Cégep de Sherbrooke*
- Cégep de Trois-Rivières*
- Cégep de Victoriaville*
- Cégep du Vieux Montréal*
- Cégep Édouard-Montpetit*
- Cégep Marie-Victorin*
- Cégep Rivière du Loup*
- Cégep Saint-Jean-sur-Richelieu*
- Champlain Regional College
- Collège Ahuntsic*
- Collège André Grasset*
- Collège d'Alma*
- Collège de Bois-de-Boulogne*
- Collège de Maisonneuve *
- Collège LaSalle*
- Collège Lionel-Groulx**
- Collège Montmorency*
- Collège Shawinigan*
- Collège Universel*
- Cégep Heritage College
- Dawson College
- John Abbott College
- Vanier College

- * Francophones
- ** Autochtones

Terre-Neuve-et-Labrador

- Centre for Nursing Studies
- College of the North Atlantic
- Fisheries and Marine Institute of Memorial University of Newfoundland

Nouveau-Brunswick

- Collège communautaire du Nouveau-Brunswick (CCNB)*
- Maritime College of Forest Technology
- New Brunswick College of Craft and Design
- New Brunswick Community College (NBCC)

Île-du-Prince-Édouard

- Collège de l'île*
- Holland College

Nouvelle-Écosse

- Cape Breton University
- Dalhousie Agricultural Campus, Dalhousie University
- Nova Scotia Community College
- Université Sainte-Anne*

Associés

- Alberta Post-Secondary Network (APSN)
- Association des collèges privés du Québec*
- Association québécoise de pédagogie collégiale*
- Atlantic Colleges Atlantique
- BC Colleges (BCC)
- British Columbia Association of Institutes and Universities (BCAIU)
- Canadian Association of Diploma in Agriculture Programs (CADAP)
- Colleges Ontario
- Fédération des cégeps*
- Forum for International Trade Training (FITT)
- Horatio Alger Association of Canada
- Indigenous Institute Consortium (IIC)
- Inter-American Organization for Higher Education (IOHE)
- Regroupement des cégeps de Montréal (RCM)
- Synchronex*
- Tra Vinh University